

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES-darcey

4 bd de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 2025-224
Code AIOT : 0005401966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement DIJON CEREALES-darcey implanté Hameau du Munois 21150 Darcey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES-darcey
- Hameau du Munois 21150 Darcey
- Code AIOT : 0005401966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement de Darcey est constitué par une partie silo où sont stockés des céréales et dispose de dépôts d'engrais sous forme liquide ou solide, en vrac ou en big-bags. Pour l'activité de stockage d'ammonitrates, l'établissement est placé sous le statut Seveso Seuil Bas.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Appareils de mesure	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Détection d'oxydes d'azote	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Organisation des stockages	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Prévention des incendies	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
5	Prévention des risques et conditions de stockage	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 11/12/2024 est levé. L'exploitant a effectué les actions correctives demandées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Appareils de mesure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, article 42.1 de l'AP du 02/10/2007
Prescription contrôlée : La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 à 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Gissei sous Flavigny, les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">l'article 42-1 de l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure [...] Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.1 Sont cependant interdits à l'intérieur de ce magasin [locaux E] : <ul style="list-style-type: none">les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les

<p>matières combustibles (bois, sciure, carburant, ...) les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. Toutefois, l'utilisation d'une bâche sera autorisée après le contrôle des températures ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les tests effectués lors de l'inspection du 12 septembre 2024 ont été réalisés en dehors de la plage d'utilisation prévue pour l'appareil.</p> <p>L'exploitant indique que le thermomètre utilisé pour contrôler la température des engrais à leur réception est conçu spécifiquement pour mesurer la température de surface d'objets inanimés. L'exploitant a mis en place le contrôle du thermomètre via une nouvelle procédure SUP/HSE/43 V1 du 23/10/2024. Selon cette procédure, le thermomètre est testé une fois par mois par comparaison avec un appareil certifié (Pertin - calibré via le réseau AGRORESO). La tolérance est fixée par l'exploitant à $\pm 2,5^{\circ}\text{C}$.</p> <p>Le registre des contrôles a été présenté à l'inspection. Il est en place depuis octobre 2024 et est renseigné mensuellement. Les écarts relevés varient entre $0,8^{\circ}\text{C}$ et $2,3^{\circ}\text{C}$. En cas de non-conformité à la procédure, l'exploitant prévoit une contre-analyse et l'enregistrement de l'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Détection d'oxydes d'azote

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, article 42.4 de l'AP du 02/10/2007</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 à 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Giséy sous Flavigny, les prescriptions suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> l'article 42-4 de l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007 sous un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ; <p>[...]</p> <p>Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.4</p> <p>Le magasin de stockage est doté d'une détection automatique de NO_2. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifié tous les trois mois. Leur nombre est fixé pour permettre de détecter la décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure après l'apparition des premières fumées. Des postes d'alerte sont installés dans le magasin de stockage et les alarmes sont centralisées pour une intervention immédiate.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de l'inspection du 12 septembre 2024 il a été constaté que le magasin de stockage n'était pas doté de détection automatique de NO₂.

Un rapport d'intervention daté du 07/02/2025, émis par la société Dräger, a été présenté à l'Inspection. Selon ce document, sept transmetteurs (capteurs) ainsi qu'une centrale de détection ont été installés dans le magasin de stockage. D'après les éléments présentés, le nouveau système est conforme aux exigences de l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007 (détection de décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure).

Lors de la visite sur site, la présence des sept transmetteurs et de la centrale a été vérifiée.

Selon l'exploitant, le report d'alarme de la centrale s'effectue vers les téléphones portables des responsables du site.

Conformément à l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, le système de détection doit être contrôlé tous les trois mois. Une vérification est ainsi prévue pour le mois de mai. Toutefois, l'exploitant a adressé, le jour de l'inspection, une demande à la préfecture visant à modifier cette fréquence. Il sollicite le passage à une vérification semestrielle, conformément aux préconisations du constructeur, pour les détecteurs de gaz installés dans le bâtiment d'engrais solides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Dans l'attente de l'instruction de la demande de modification de la fréquence de contrôle, celle-ci reste fixée à 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, article 42.5.2 de l'AP du 02/10/2007

Prescription contrôlée :

La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 à 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Gissey sous Flavigny, les prescriptions suivantes :

[...]

- l'article **42-5.2** de l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure[...]

Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article **42.5.2**

[...]

Un trait de marquage bien visible sur les parois des cases délimite la hauteur maximale autorisée dans les engrais, dont le sommet est maintenu à au moins 30 cm du haut des parois séparant les cases et à au moins 1 m de la bande transporteuse ou de la charpente du bâtiment.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12 septembre 2024 il avait été constaté l'absence partielle en partie haute de trait de marquage sur la paroi de la case numérotée 8 contenant les ammonitrates.</p> <p>Lors de l'inspection sur site en 2025, il a été constaté que le marquage est corrigé, entièrement complété sur toute sa longueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Prévention des incendies

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, article 42.6.2 de l'AP du 02/10/2007</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 à 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Gissey sous Flavigny, les prescriptions suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> le premier paragraphe de l'article 42-6.2 de l'Arrêté Préfectoral du 02/10/2007 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure ; <p>[...]</p> <p>Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.6.2</p> <p>[...] A la réception, la température des engrais est contrôlée et consignée dans un cahier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit d'entreposer des engrais dont la température est supérieure à 50°C.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le constat fait lors de l'inspection du 12 septembre 2024 concernait le suivi métrologique du thermomètre utilisé pour la mesure de la température. En effet, comme évoqué dans le point 1 du présent rapport, les tests effectués lors de cette inspection ont été réalisés hors de la plage d'utilisation prévue. Le point concernant le thermomètre et sa calibration a été exposé dans le point 1.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection de 2024, aucun écart de température dans le stockage des engrais n'avait été constaté.</p> <p>A la suite de l'inspection de 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection une extraction du fichier</p>

de suivi de réceptions des engrais en format dématérialisé. Par sondage, 3 réceptions ont été vérifiées : celles du 19/03/2025, 01/04/2025 et 08/04/2025. Les températures suivantes ont été respectivement relevées pour ces réceptions : 13°C, 7°C et 19°C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Prévention des risques et conditions de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, article 10.7 et 11.1 de l'AM du 13/04/2010
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Dijon Céréales, dont le siège social est situé 4 Boulevard de Beauregard, BP 4075 à 21604 LONGVIC CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son activité de stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium située sur le territoire du Hameau de Munois, communes de Darcey et Gissesey sous Flavigny, les prescriptions suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> les articles 10.7 et 11.1.1 et de l'Arrêté Ministériel du 13/04/2010 sous un délai de 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure. <p>[...]</p> <p>Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1.1</p> <p>Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en îlots séparés. Ces îlots n'excèdent pas 1250 tonnes pour les engrais "4702-I", 4702-II ou 4702-III stockés sur palettes, 5000 tonnes dans les autres cas. [...]</p> <p>En cas de présence d'engrais 4702-II ou 4702-III, pour les installations existantes, ils sont isolés les uns des autres par des passages libres d'au moins 4 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) EI 120.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat relatif au stockage en big-bags</u></p> <p>Lors de l'inspection du 12 septembre 2024, il avait été constaté que les distances entre les stockages en big-bags d'engrais à base de nitrate d'ammonium et les autres engrais n'étaient pas respectées.</p> <p>Par mail en date du 16 janvier 2025, l'exploitant a adressé à l'ensemble du personnel du site une plaquette résumant les règles de stockage ainsi que les consignes relatives aux distances à respecter entre les engrais à base de nitrate d'ammonium et les autres types d'engrais. Le stockage a été réorganisé afin d'assurer la conformité avec la réglementation en vigueur. Lors de</p>

la présente inspection, il a été constaté une distance supérieure à 4 mètres entre les îlots. Les stockages sont bien prévus en îlots séparés.

Le jour de l'inspection, les stocks étaient très faibles et inférieurs au tonnage de 1250 tonnes imposés dans l'arrêté préfectoral.

Constat relatif au stockage d'ammonitrates - Case n°8

Lors de l'inspection du 12 septembre 2024, la présence d'ammonitrates dans la case n°8 avait été constatée dans des conditions de stockage susceptibles d'altérer de manière significative les caractéristiques physiques des engrais, notamment en raison d'une quantité importante d'eau au sol, en contact avec les produits stockés.

L'engrais ammonitrate dégradé, initialement entreposé dans cette case, a été expédié le 22 octobre 2024 à un adhérent. Un bon de livraison au nom de ce dernier a été présenté à l'Inspection. Cette livraison portait sur environ 20 tonnes d'engrais.

Lors de la présente visite du site, il a été constaté que le lot dégradé n'était plus stocké sur place.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure